

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 28/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

IMPRIMERIE DE COMPIEGNE

2 avenue Berthelot
BP 60524 - ZAC de MERCIERES
60200 Compiègne

Références : IC-R/058/25-AuL/SF
Code AIOT : 0005104635

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement IMPRIMERIE DE COMPIEGNE implanté 2, avenue Berthelot BP 60524 - ZAC de MERCIERES 60200 Compiègne. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à une visite d'inspection réalisée le 17/05/2024 (en réaction à deux départs d'incendie), la société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE implantée 2, avenue Berthelot - BP 60524 - ZAC de Mercières - 60200 Compiègne a été mise en demeure par arrêté préfectoral du 21 juin 2024 sous un délai de 1 mois de :

- transmettre à l'Inspection des installations classées un nouveau rapport de vérification des installations de désenfumage attestant de la résolution des non-conformités explicitées dans le rapport de vérification de 2023 ;

- élaborer un plan d'intervention dans un délai de 1 mois ;
- transmettre la liste des salariés habilités et pouvant accéder à la clé du local TGBT dans un délai de 1 mois ;
- libérer l'accès au local technique situé au 1^{er} étage et donnant vers l'extérieur.

et sous un délai de 3 mois de :

- assurer un nettoyage régulier du poste haute tension et des armoires électriques ;
- équiper les cellules haute tension de hublot infrarouge et prévoir une campagne de mesures ultrason sur ces cellules ;
- transmettre un nouveau rapport de vérification des installations électriques attestant de la résolution des non-conformités explicitées dans le rapport de vérification de 2023 ;
- faire vérifier la continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre Examen des circuits terminaux (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') ;
- faire réaliser une inspection hors tension des matériels HT non effectuée pour motif de continuité d'exploitation, et des installations de la "PAPREC TECHNIQUE" n'ont pas fait l'objet d'une vérification en 2023 ;
- constituer le dossier technique (note de calculs, etc.) concernant le changement et l'augmentation de puissance du transformateur TR4 et du changement de schéma de liaison à la terre au niveau de TR1 & TR2 ainsi que sur la source TR3 ;
- établir la note de calcul pour la nouvelle machine partie "feuille et stockage" offset feuille 2 "heidelberg XL 4couleurs +vernis" installée en 2018, la machine "primera MC" déplacée en 2018, ainsi que la nouvelle installation des 2 compresseurs installés en 2017 ;
- procéder au remplacement des cellules au poste de livraison HTA (2021). En l'absence de vérification initiale suite à modification de structure (VIMS) et de dossier technique (note de calculs, schémas, etc.), il est impossible de se prononcer sur la conformité des installations.

La société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE a apporté des éléments de réponse partiels par courrier du 27 juin 2024 et par courriel du 04 novembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMPRIMERIE DE COMPIEGNE
- 2, avenue Berthelot BP 60524 - ZAC de MERCIERES 60200 Compiègne
- Code AIOT : 0005104635
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE réalise des imprimés, de la conception à la livraison en passant par le façonnage, et ce pour des clients variés: maisons d'édition, périodiques, État, collectivités territoriales, sociétés privées de fabrication de biens de consommation.

Les activités d'impression s'étant développées avec l'acquisition de nouvelles machines,

permettant d'offrir un large panel de services, l'exploitant avait déposé un dossier de régularisation auprès des services préfectoraux de l'Oise le 24 septembre 2008.

Aujourd'hui, l'exploitation des installations d'impression est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juin 2010.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Vérification périodiques des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article chapitre 2.12 de l'annexe	Avec suites, Demande d'action corrective	Astreinte	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Ventilation	Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article article 2.8.5 de l'annexe	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure
2	Moyens de protection et d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article article 2.10.1 de l'annexe	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Moyens de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article article 2.10.2 de l'annexe	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Levée de mise en demeure
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article chapitre 2.11 de l'annexe	Avec suites, Demande d'action corrective	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Malgré les deux départs d'incendie en 2024, la société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE n'a pas pris en compte les constats effectués par l'APAVE dans les rapports de 2023 et de 2024. Selon l'exploitant, le technicien de l'APAVE n'est pas forcément accompagné lors de ses audits par un membre du personnel. De plus, à la réception du compte-rendu, ce dernier n'est pas vérifié et analysé.

La société IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE doit se faire systématiquement expliquer par l'APAVE les observations et non conformités qui ne seraient pas claires, afin de pouvoir suivre et mettre en œuvre les actions correctives nécessaires.

La visite d'inspection et les différents documents transmis après l'inspection ont permis de constater que les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 juin 2024 ne sont pas entièrement respectées : le rapport Q18 du 30/01/2025 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion. Cependant, la vérification des installations électriques réalisée est toujours une vérification partielle qui ne prend pas en compte toutes les installations électriques de l'établissement.

Les dispositions des articles 1, 2 et 3 de la mise en demeure du 21 juin 2024 sont, elles, respectées :

- le nouveau rapport de vérification des installations de désenfumage 2024 est conforme ;
- le plan d'intervention a été mis à jour et affiché ;
- les accès du local technique vers l'extérieur ont été libérés et un point a été fait sur les habilitations électriques du personnel pouvant accéder au local TGBT.

Un projet d'arrêté préfectoral portant astreinte administrative assorti d'un délai de 90 jours est donc proposé à Monsieur le préfet .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article article 2.8.5 de l'annexe
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/05/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2024
Prescription contrôlée : [...] Les bâtiments et locaux abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs de

désenfumage conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie.

L'évacuation des fumées se fait notamment au travers d'ouvrants à ouverture manuelle ou automatique de surface totale minimale représentant 2 % de la surface totale de la couverture des bâtiments et locaux. Les commandes d'ouverture sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers des installations.

Ces systèmes sont vérifiés tous les ans. Le rapport de vérification est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Constats précédents

Les dispositifs de désenfumage ont été vérifiés les 3 et 4 octobre 2023 (cf. rapport SIMIE n°07485 du 04/10/2023 et bulletin de visite n°206168002 du 04/10/2023).

Non-conformité (faits significatifs) : le rapport conclut que les dispositifs de désenfumage sont fonctionnels mais ils ne remplissent pas les conditions pour être certifiés APSAD R17 : le réseau compresseur du désenfumage situé au niveau de la zone pliage présente une légère fuite et le boîtier bleu de l'aération situé au niveau de la maintenance est hors service.

Inspection du 03/12/2024

La fuite du réseau compresseur du désenfumage et le boîtier bleu de l'aération situé au niveau de la maintenance ont été réparés. L'exploitant a présenté le bon d'intervention.

La société France Extincteur est intervenue le 29 novembre 2024. L'exploitant est en attente du rapport d'intervention et du certificat APSAD R17.

Retour exploitant post-inspection

L'exploitant a fait parvenir le certificat Q17 établi par France Extincteur le 09/12/2024 qui conclut à une installation en état de fonctionnement sans relever de points de non-conformités.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Moyens de protection et d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article article 2.10.1 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/05/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2024

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci. L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan d'intervention établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. Leur emplacement résulte de la prise en compte des scénarii développés dans l'étude des dangers et des différentes conditions météorologiques.

[...]

Constats :

Constats précédents :

Non conformité(faits significatifs): l'exploitant ne dispose pas de plan d'intervention.

Non conformité (faits modérés) : l'exploitant dispose d'un plan d'évacuation couvrant le rez-de-chaussée du bâtiment principal de l'imprimerie, mais ce dernier ne précise pas l'emplacement du point de rassemblement. Il n'y a pas de guide-files, ni de serre-files.

Inspection du 03/12/2024

L'exploitant a pris contact avec le SDIS pour les attendus dans la rédaction d'un plan d'intervention. Le jour de l'inspection, l'exploitant est en attente de devis pour la rédaction de ce dernier. L'exploitant a fait parvenir le 11/12/2024, le bon de commande MDE137410CCC.

L'exploitant a fait mettre à jour les 22 plans d'évacuation ainsi que le plan d'intervention par la société France Extincteur. (Facture n°FA 003155 du 29/11/2024).

Il a été constaté que les plans d'évacuation étaient bien affichés dans chaque local et au niveau des sorties et que le plan d'intervention précisait dorénavant le point de rassemblement.

Sur le site, il a été constaté la présence d'un panneau « point de rassemblement » mais le panneau représentant le pictogramme « point de rassemblement » était par terre cassé.

L'exploitant a déclaré qu'une formation pour le personnel a été effectuée le vendredi 15 novembre 2024 sur le thème de « Gestion et encadrement d'une évacuation » par la société Sécurité Formation à Canly.

Retour exploitant post-inspection

L'exploitant a envoyé une photo prise le 11 décembre 2024 montrant l'installation du nouveau panneau « point de rassemblement ».

L'exploitant a envoyé l'attestation de formation pour les 11 salariés qui ont participé à la session de formation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Moyens de protection contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article article 2.10.2 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2024

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur.

L'exploitant dispose d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site de capacités variables et adaptés au type de feu à combattre. Ces équipements seront contrôlés conformément à la réglementation en vigueur.

Les dispositifs de protection du site contre le risque incendie et ses conséquences sont à minima :

- un réseau de 4 RIA et 3 poteaux incendie à 6 bar ;
- un écran de cantonnement au niveau des installations de rotatives ;
- un mur coupe-feu de degré deux heures entre l'IMPRIMERIE DE COMPIÈGNE et la société HEXAPAC ;
- un réseau de 40 extincteurs à eau pulvérisée et/ou CO2 ainsi qu'un réseau de 4 RIA et 3 poteaux incendie à la pression de 6 bar ;
- une capacité de confinement des eaux d'extinction incendie de 1 026 m³ au niveau des quais de livraison / expédition afin de retenir les eaux répandues en cas d'incendie ;
- une vanne de barrage afin de mettre la zone de livraison / expédition en rétention.

L'exploitant met en place des consignes pour la fermeture et/ou l'ouverture de la vanne de barrage. Des procédures d'intervention sont par ailleurs rédigées et communiquées aux services de secours et doivent notamment comporter :

- le plan des installations [...] ;
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre.

Le personnel spécialement formé à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

Le personnel intérimaire ou saisonnier est formé au respect et à l'application des consignes de sécurité.

Constats :

Constats précédents :

Non-conformité (faits modérés) : les RIA ne remplissent pas les conditions pour être certifiés APSAD :

- de nombreuses signalétiques sont manquantes ;
- une vanne d'arrêt est à remplacer au niveau de la zone de stockage des rouleaux ;
- trois RIA sont hors service ;
- le poteau incendie situé face au quai est hors service.

Non-conformité (faits significatifs) : le compte-rendu de vérification Q4 relatif aux extincteurs indique que l'installation présente des points de non-conformité : certains extincteurs ont plus de 10 ans et n'ont pas été remplacés.

Inspection du 03 décembre 2024

L'exploitant a fait parvenir le rapport de vérification des extincteurs Q4 établi par France Extincteur suite à la vérification du 23 au 26 juillet 2024 (Rapport n° 2407-001973P03) qui conclut à la conformité de l'installation.

L'exploitant a présenté le bon de commande FEX 135893CCC du 20/08/2024 pour le remplacement des extincteurs de + de 10 ans et de l'extincteur manquant.

Concernant la vérification des hydrants, l'exploitant a présenté le rapport du 04/10/2023 dans lequel sur les 3 hydrants, l'un n'avait pas pu être vérifié et un autre était indiqué HS. Selon l'exploitant, les 3 hydrants sont fonctionnels.

Retour exploitant post-inspection

L'exploitant a fait parvenir le bon de commande FEX137389CCC du 11/12/2024 pour la

<p>vérification des 3 hydrants (mesures débits unitaires + 2 simultanés).</p> <p>Par mail du 27 janvier 2025, l'exploitant a fait parvenir le rapport de vérification des poteaux incendie établi par France Extincteur suite au contrôle du 26 décembre 2024 qui conclut à la conformité des poteaux incendie et d'un débit unitaire supérieur à 100 m³/h à 12 bar pour chacun des poteaux, ainsi qu'un débit maximum relevé avec les 3 poteaux ouverts simultanément de 74,5 m³/h maximum.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article chapitre 2.11 de l'annexe</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/05/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>Toutes les parties des installations susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations,...) sont reliées à une prise de terre conformément aux règlements et aux normes applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents :</u></p> <p>Non conformité (faits significatifs) : le début de l'incendie a eu lieu vers 7 h 45 dans le local technique situé au premier étage et plus particulièrement dans le 2ème local qui est grillagé et accessible par une clé située près de la porte, dont personne n'a accès à l'exception des pompiers, EDF, INEO.</p>

Non conformité (faits significatifs) : la porte de secours, située dans le local technique au 1^{er} étage, est inaccessible car encombrée.

Inspection du 03 décembre 2024

Lors de la visite du site il a été constaté :

- que la porte de secours du local technique au 1^{er} étage était dégagée ;
- que les RIA et les extincteurs sont accessibles.

L'exploitant est en cours de recrutement pour renforcer l'équipe maintenance.

L'exploitant a présenté l'avis et le titre d'habilitation électrique de M. Dery (recyclage daté du 22 septembre 2022) dans laquelle est indiqué : *"au cours de ce stage, votre salarié a acquis les connaissances et savoir-faire pour prendre en compte les risques d'origine électrique sur : ensemble de l'établissement"*. L'exploitant indique également : *"Pour précision, M. Dery peut effectivement entrer dans le local, de plus il est à noter que pour tout problème haute tension, la société INEO, qui est notre prestataire, s'engage à intervenir rapidement au besoin."*

Sur le site, lors de l'inspection, il a été constaté que la vitre du boîtier contenant la clé d'accès au local des armoires électriques était cassée permettant à tous d'y accéder. La vitre a été changée pendant l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Vérification périodiques des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2010, article chapitre 2.12 de l'annexe

Thème(s) : Risques accidentels, Risques électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/05/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2024

Prescription contrôlée :

Une vérification de l'ensemble des installations électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.

Les non-conformités détectées sur les installations électriques susceptibles d'accroître les risques d'accident ou d'aggraver les risques en cas d'accident font l'objet d'une réparation immédiate.

De façon générale, toutes les non-conformités devront être réparées et seront suivies d'un nouveau contrôle permettant de vérifier la bonne réalisation des réparations. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

SUIVI DES OBSERVATIONS ET NON CONFORMITÉS DU RAPPORT DE VÉRIFICATION ÉLECTRIQUE DE 2023 ET FAISANT L'OBJET DE L'ARTICLE 4 DE L'APMD

- **assurer un nettoyage régulier du poste haute tension et des armoires électriques :**

L'exploitant a fait parvenir le devis de la société Compolaser (Belfor) (DEV24-03857) avec bon pour accord signé le 17/07/2024 pour le nettoyage et la réhabilitation du local professionnel après sinistre. L'intervention s'est achevée le 22/07/2024.

L'exploitant a fait parvenir la facture de la société Compolaser (Belfor) (DEV24-03857) pour la réalisation et le dépoussiérage soigné à l'intérieur des équipements. L'intervention s'est achevée le 08/09/2024.

CE POINT PEUT DONC ÊTRE LEVÉ.

- **équiper les cellules haute tension de hublot infrarouge et prévoir une campagne de mesures ultrason sur ces cellules :**

L'exploitant a présenté un mail de l'APAVE du 07/12/2024 précisant leur demande initiale dans le rapport non conforme de 2023. Il est indiqué : « *Il ne faut pas lire "et" mais "ou". En effet, il s'agit là de 2 solutions techniques permettant de prononcer un avis sur l'état des connexions et contacts à l'intérieur des cellules HTA. Ces 2 solutions ne sont pas complémentaires, vous pouvez les choisir indépendamment afin de respecter votre obligation sur ce sujet. Le matériel de mesure sera naturellement différent mais l'analyse et les conclusions ont le même degré de fiabilité.* »

L'exploitant a fait parvenir le bon de commande ACO 137374CCC du 09/12/2024 pour la recherche par ultrasons sur les équipements du domaine HTA. L'intervention est programmée le 22 janvier 2024.

Par mail du 27 janvier 2025, l'exploitant a fait parvenir le rapport APAVE du 22 janvier 2025 relatif à la vérification ultrasons sur équipements électrique du domaine HTA. Ce rapport conclut à l'absence d'anomalie constatée.

CE POINT PEUT DONC ÊTRE LEVÉ.

- **transmettre un nouveau rapport de vérification des installations électriques attestant de la résolution des non-conformités explicitées dans le rapport de vérification de 2023 ;**

Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle par thermographie infrarouge (cf. rapport Q19 n°2001572.01 du 30/08/2024). Le rapport ne fait état d'aucune anomalie.

Les installations électriques ont été vérifiées par l'APAVE du 10 au 12 juillet 2024 (cf. rapport n°0131938-011-1 du 17/07/2024). Le rapport conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

L'exploitant a envoyé le 11 décembre 2024 le plan d'action mis en place pour lever les 44 non-conformités/observations du Q18 2024 classées par taux de gravité avec leur situation d'avancement.

Par mail du 30 janvier 2025, l'exploitant a fait parvenir le certificat Q18 de l'APAVE suite à leur intervention du 24/01/2025 qui conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion.

CE POINT PEUT DONC ÊTRE LEVÉ.

- **faire vérifier la continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') :**

Par mail du 30 janvier 2025, l'exploitant a fait parvenir le certificat Q18 de l'APAVE suite à leur intervention du 24/01/2025 qui conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner de risques d'incendie ou d'explosion

CE POINT PEUT DONC ÊTRE LEVÉ.

- **faire réaliser une inspection hors tension des matériels HT non effectuée pour motif de continuité d'exploitation et des installations de la "PAPREC TECHNIQUE" n'ont pas fait l'objet d'une vérification en 2023 :**

L'exploitant a fourni 7 documents attestant des vérifications des installations de la "PAPREC TECHNIQUE" suite à leur intervention du 03/10/2024.

CE POINT PEUT DONC ÊTRE LEVÉ.

- **constituer le dossier technique (notes de calcul etc) concernant le changement et l'augmentation de puissance du transformateur TR4 et du changement de schéma de liaison à la terre au niveau de TR1 & TR2 ainsi que sur la source TR3 ;**
- **établir la note de calcul pour la nouvelle machine partie "feuille et stockage" offset feuille 2 "heidelberg XL 4couleurs +verniss" installée en 2018, la machine "primera MC" déplacée en 2018, ainsi que la nouvelle installation des 2 compresseurs installés en 2017 ;**
- **procéder au remplacement des cellules au Poste de livraison HTA :**

Non-conformité (fait significatif) : l'exploitant n'a pas constitué et établi les dossiers techniques et les notes de calculs nécessaires à l'APAVE pour se prononcer sur la conformité globale des installations électriques. La vérification électrique reste donc une vérification partielle des installations électriques.

D'après le devis D-25-INP5-07008 de la société INEO du 24 janvier 2025, le montant pour établir la note de calcul de l'installation électrique complète est de 42 000 €.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 3 mois